

« Gaza : Comment en sommes-nous arrivés là ? » Prof. Gadi Algazi, Université de Tel-Aviv, 27 juillet 2025

Présentation

Bonjour à toutes et à tous, et bienvenue à *Eyes on Gaza*. Nous entamons la sixième semaine de nos rencontres quotidiennes, un forum qui conjugue protestation et apprentissage. Il semble que les manifestations croissantes contre la famine généralisée et inhumaine imposée à Gaza commencent à produire un effet, même si celui-ci reste trop faible et trop tardif. Beaucoup d'entre nous ont passé le week-end dans des rassemblements et protestations, et aujourd'hui a débuté une grève de la faim symbolique de trois jours, initiée par le *Comité de suivi supérieur des citoyens arabes d'Israël*, avec un sit-in à Jaffa auquel nombre d'entre nous participent également, d'une manière ou d'une autre. Je souhaite aussi saluer la contribution modeste mais essentielle de notre groupe : faire vivre le débat, élever la voix, et lancer un appel clair et sans équivoque pour mettre fin au massacre, aux tueries et à l'effacement de Gaza.

Aujourd'hui, nous accueillons le professeur Gadi Algazi, historien à l'Université de Tel-Aviv, militant politique de longue date et intellectuel public reconnu. Nous lui avons demandé de nous aider à affronter l'inimaginable et à tenter de comprendre comment nous en sommes arrivés à ce moment. Gadi prendra la parole pendant huit minutes, puis nous laisserons place à un court échange. Comme toujours, je rappelle à celles et ceux qui souhaitent poser une question de l'écrire dans le chat : je la lirai à la fin de son intervention. Gadi, merci beaucoup d'être avec nous. La parole est à vous.

Intervention

Merci. Bonjour à toutes et à tous. Je vais essayer d'être bref—il y a des règles. Mais permettez-moi de commencer par souligner que la question même qui m'a été posée—*comment en sommes-nous arrivés là ?*—porte en elle une tonalité désespérée, presque téléologique. Elle nous demande d'expliquer le chemin parcouru, mais pas d'indiquer comment en sortir. Pourtant, il vaut la peine d'y regarder de près, et je vais tenter de résumer mon propos aussi simplement que possible. La vérité est la suivante : avec Gaza, il y a eu guerre depuis 1948. Soixante-quinze ans de guerre. Parfois de faible intensité, parfois ponctuée de trêves, parfois avec des clôtures, parfois avec des bombardements. Mais Gaza est l'incarnation la plus dure, la plus choquante du conflit—le miroir de notre situation et de la tragédie palestinienne. Pourquoi ? Parce que Gaza telle que nous la connaissons—ce terme absurde de « bande »—est une création directe de 1948. À partir de ce moment-là, au sein de la Palestine historique—appelez-la Terre d'Israël, appelez-la Palestine, peu importe—est né le plus grand camp de réfugiés de ce territoire. Plus vaste que Jénine, plus grand que toute autre concentration palestinienne de réfugiés. Environ deux tiers des habitants de Gaza étaient des réfugiés venus du sud du pays, aux côtés d'un tiers de résidents originels. Gaza, c'est 1948—1948 qui nous fixe droit dans les yeux. Et ce qui se déroule sous nos yeux aujourd'hui, c'est une tentative de l'effacer, d'effacer 1948—non pas en affrontant la Nakba, mais en l'intensifiant.

Il ne fait aucun doute que ce que nous voyons aujourd'hui est, à bien des égards, plus grave que tout ce qui a précédé. L'ampleur de la destruction n'anéantit pas seulement l'avenir—le rendant presque impensable—elle réduit aussi le passé à une simple note de bas de page. Qu'importe qu'en 1956 deux massacres aient eu lieu à Gaza ? Qu'importe que les soldats d'Ariel Sharon aient défilé dans les rues, fouet en main, frappant les habitants et les parquant derrière des barbelés ? Ce n'est évidemment pas une manière utile d'aborder les choses. Car c'est bien ce chemin qui nous a menés ici qu'il faut affronter si l'on veut imaginer une sortie.

Depuis 1948, Israël s'est débattu avec la question de savoir quoi faire de cette plaie béante. Une option consistait à conquérir Gaza et à la contrôler militairement. Mais cela signifiait gérer la vie de centaines de milliers de réfugiés sans voix—ce qu'Israël n'a jamais voulu faire. Une deuxième option a été de construire une prison : enfermer Gaza, la sceller par différents moyens. Cela a été tenté dans les années 1970. Une troisième option, tentante, consistait à faire disparaître sa population. Et là, il y eut des tentatives à la fois absurdes et radicales. Distribuer de l'argent, envoyer des gens en

Argentine, ou encore vérifier si des travailleurs palestiniens pourraient être acceptés comme *Gastarbeiter*, « travailleurs invités », en Allemagne dans les années 1960.

Mais il y eut aussi des mesures beaucoup plus dures : tentatives d'expulser des dizaines de milliers de personnes. En fait, au moins 50 000 furent expulsées pendant et après juin 1967. Après la guerre, Israël se trouva à administrer Gaza et fit face à une guérilla acharnée, menée par des groupes de résistance enracinés dans les camps de réfugiés. Une guerre brutale, visant aussi des civils—mais une guerre sans équivalent en Cisjordanie. Car à Gaza, on se souvenait de l'occupation de 1956. On ne nourrissait aucune illusion. Et parce que la résistance y avait une base sociale profonde dans les camps de réfugiés. Il fallut quatre ans d'opérations militaires pour l'écraser—c'était l'œuvre d'Ariel Sharon, achevée en 1972.

Puis tout recommença : nouveaux projets pour « se débarrasser » des habitants de Gaza – 80 000, 100 000, 120 000, parfois 150 000. Tous échouèrent. Israël oscilla alors entre deux approches : la « normalisation »—permettre aux travailleurs de Gaza de venir en Israël, « s'intégrer », comme on disait, avec les fils et petits-fils des réfugiés de 1948 construisant littéralement Tel-Aviv. Ou bien refermer Gaza sur elle-même. Sharon le fit en l'entourant de clôtures, en créant le saillant de Rafah, en fondant la ville de Yamit, destinée à former une chaîne méridionale venant compléter « l'enveloppe de Gaza » édifiée après 1950. Une autre option consistait à laisser Gaza pourrir, à laisser sa population s'enliser dans la misère de la bande. Les plans dits « Gaza d'abord » émergèrent à la fin des années 1970 et au début des années 1980, et débouchèrent sur la création de l'Autorité palestinienne—un dispositif qui s'effondra, bien sûr.

Voilà, en substance, toute l'histoire. Il n'y a jamais vraiment eu beaucoup d'options, puisque la réflexion se limitait à deux axes : comment se débarrasser des réfugiés, ou au mieux comment gérer leur détresse. Qu'on l'appelle « Gaza d'abord », « autonomie », « Autorité palestinienne » ou, à terme, pouvoir du Hamas, le résultat était inévitable : une explosion. Une série d'explosions. Je n'énumérerai pas toutes les opérations militaires, mais chacune n'était qu'une reprise de la guerre—et dans chacune, ce furent toujours les civils les victimes. La situation actuelle est donc le produit de soixante-quinze ans, et plus particulièrement des vingt dernières années, au cours desquelles Israël a intensifié sa guerre contre Gaza : par la famine, en « comptant les calories », en limitant le nombre de crayons que les enfants pouvaient utiliser, par le contrôle absolu de l'eau et l'empoisonnement progressif des moyens de subsistance, et par une succession d'assauts militaires. Tout cela a produit une barbarisation—de nous-mêmes comme des victimes de Gaza. Une barbarisation croissante, opération après opération, jusqu'à celle que nous vivons aujourd'hui.

Et lorsque nous regardons ce qui se passe à présent, il est essentiel de se rappeler que même ceux qui applaudissent, qui ne peuvent rien imaginer d'autre que l'effacement de Gaza—les Israéliens eux-mêmes—sont aussi le produit de ce processus, tout comme les Gazaouis. Car ce que ces guerres sans fin—ces opérations de « tonte de gazon »—ont normalisé, c'est le meurtre barbare de femmes et d'enfants, en 2009, en 2010, en 2014, et dans les années intermédiaires, jusqu'à la guerre actuelle. Si l'on prend un peu de recul, il faut voir cette multitude d'épisodes comme faisant partie d'une seule et même guerre, longue et interminable. La question fondamentale n'est donc pas seulement comment arrêter les tirs maintenant, pas seulement comment mettre fin au carnage par tous les moyens possibles. La question plus profonde est : comment construire un avenir différent ?

À mes yeux, un tel avenir ne peut reposer que sur une reconnaissance : reconnaissance de la profondeur de cette longue guerre, reconnaissance de 1948, reconnaissance des droits des réfugiés. Reconnaissance du fait que si nous ne pensons pas un futur humain fondé sur la reconnaissance des droits les plus élémentaires des autres, nous ne pouvons attendre des Palestiniens qu'ils reconnaissent nos droits, en tant qu'Israéliens, en tant que Juifs. Non, tout le monde n'a pas à rester à Gaza. On peut reconnaître leur droit au retour. Je sais qu'aujourd'hui cela paraît impossible, impensable. Mais il faut malgré tout essayer d'imaginer ce que pourrait être l'avenir—autre chose qu'une guerre qui s'éternise, explose de nouveau après chaque accalmie, ou s'intensifie jusqu'à la catastrophe que nous vivons aujourd'hui.